Barreau des avocats tchèques

**DEMANDE D’UN AVIS JURIDIQUE**

(§ 18a de la loi sur la profession d´avocat)

Prénom et Nom: ……………………..………………………………………………………….

Date de naissance: ……………………………………………………………….………….......

Domicile:………………………………………………………………………………………...

Demandeur dispose/ne dispose pas de pleine capacité juridique (rayez la mention inutile).

Représentant légal/représentant designé par la juridiction (tuteur): ……………………….…..

Coordonnées du demandeur/représentant/tuteur (numéro de téléphone, adresse e-mail): …………………………………………………………………………………………………..………………………………………………………………………………………………….

Compétences linguistiques (*Mentionnez dans quelles langues vous êtes capable de communiquer, si vous ne maîtrisez pas la langue tchèque.*):… …………………………..……

…………………………………………………………………………………………………..

Nombre de personnes partageant le foyer au total: ……………… dont les enfants mineurs: …………………………………………………………………………………………….…….

Totalité des revenus mensuels moyens de toutes les personnes considérées\*) vivant ensemble dans le foyer: ……………………………………………………………………………………

(*Indiquez les revenus mensuels nets moyens atteints dans la période des 6 mois calendaires précédant le dépôt de la demande. Dans le revenu total n’incluez pas d’allocations logement, de supplément logement, d’aide immédiate exceptionnelle, d’allocations de soin ou d’autres prestations de sécurité sociale spécialement affectées et servant à la satisfaction des besoins élementaires*.)

Description de la matière en relation avec laquelle l’avis juridique devrait être fourni (*Indiquez au moins une description appoximative de la matière.*):

…………………...........................................................................................................................

…………………...........................................................................................................................

D’autres circonstances ayant l’impact sur la fourniture de l’avis juridique (*invalidité, maladie ou d’autres circonstances défavorables ne pas permettant de bénéficier de l’avis juridique dans le bureau d’avocat, éventuellement d’autres circonstances*): ……………………….…

………………………..…………………………………………………………………………. …………………………………………………………………………………………………...

…………………………………………………………………………………………………...

Mentionnez la façon de régler les frais relatifs au traitement de la demande et soumettez également la preuve du paiement de la redevance *(La redevance est payable au moment du dépôt de la demande.)*:

 par mandat postal

 par virement bancaire

Si vous êtes éxonéré du paiement des frais relatifs au traitement de la demande, indiquez-en la raison (*Cochez l’une des variantes mentionnées ci-dessous et apportez-en la preuve en joignant le document approprié à la demande.*):

 je suis un étranger placé dans un centre de rétention pour les étrangers ou dans un centre d’accueil,

 je suis titulaire d’une carte „ZTP“ (Carte d’invalidité particulièrement grave) ou d’une carte „ZTP/P“ (Carte d’invalidité particulièrement grave/avec guide accompagnateur),

 je suis une personne bénéficiant d’aide d’urgence,

 je suis une personne âgée de moins de 15 ans,

 je suis une personne bénéficiant d’allocation de soins de la catégorie III (forte dépendance) et de la catégorie IV (totale dépendance), ou

 je suis une personne s’occupant d’une personne bénéficiant d’allocation de soins de la catégorie III (forte dépendance) et de la catégorie IV (totale dépendance).

INSTRUCTION:

*Je prends acte des conditions de l’affectation d’un avocat, dans le but de la fourniture d’un avis juridique, qui sont les suivantes:*

1. *les revenus mensuels nets moyens atteints dans la période des 6 mois calendaires précédant le dépôt de la demande ne dépassent pas le triple du minimum de moyens d’existence de l’individu ou des personnes considérées ensemble avec lui conformément à la loi régissant le revenu minimal et le minimum vital d’existence,*
2. *réglement de droits de 100 CZK, si le demandeur n’est pas une personne éxonérée du paiement de ce droit,*
3. *le demandeur n‘est pas être représenté, en relation avec la matière concernant laquelle il demande la fourniture d’un avis juridique, par un autre avocat ou par une personne à qui une loi particulière confie la fourniture des services juridiques (par exemple un notaire, huissier de justice, conseiller fiscal, agent en brevets),*
4. *de ne pas avoir épuisé la totalité de la dotation horaire faisant pour chaque demandeur 120 minutes par année calendaire.*

*Je prends acte du fait que le Barreau des avocats tchèques m’affectera un avocat dans le but de la fourniture d’un avis juridique uniquement dans le cas de la satisfaction à toutes les conditions imposées; dans le cas des raisons dignes d’une attention particulière, on peut omettre, suite à une demande du demandeur, l’accomplissement des conditions relatives aux revenus mensuels moyens.*

DECLARATION:

*Je déclare que mes revenus correspondent aux conditions à accomplir pour avoir droit de bénéficier d’un avis juridique.*

*Je déclare ne pas être représenté, en relation avec la matière concernant laquelle je demande la fourniture d’un avis juridique, par d’autre personnes fournissant des services juridiques.*

*Dans la présente demande j’ai apporté toutes les informations décisives quant’à la considération du droit à l’avis judiciaire. Toutes les informations contenues dans la présente demande sont correctes.*

Fait à ……………………………… le ……………………..

……………………………..

signature

\*) *Selon le § 4 de la loi numéro 110/2006 du Recueil des lois, sur les revenus minimum de vie et d’existence, tel que modifié, on considère ensemble essentiellement les parents et les enfants mineurs à charge, les époux ou les partenaires enregistrés, les parents et les enfants mineurs n’étant pas à charge ou bien les enfants majeurs, à condition que ces enfants juissent de l’appartement ensemble aves leurs parents et qu‘ils ne soient pas considérés ensemble avec leurs époux/partenaires enregistrés ou avec une autre personne partageant le logement avec eux, d’autres personnes partageant ensemble l’appartement à condition qu‘elles ne prouvent pas qu’elles ne vivent pas ensemble en permanence et qu’elles ne partagent pas les frais servant à subvenir à leurs besoins.*